

LA COMMUNE DE PARIS

ON S'ABONNE A PARIS :

RUE DU MARAIS,

pass. de l'Entrepôt, 4.

1 an. 6 mois. 3 mois.
Paris 24 12 7
Départements. 36 18 10
Etranger. . . 48 24 13

Les abonnements datent des 1^{er} et 16
de chaque mois.

JOURNAL DU CITOYEN SOBRIER

MONITEUR DES CLUBS, DES CORPORATIONS D'OUVRIERS ET DE L'ARMÉE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Agriculture, Industrie.

SOLIDARITÉ, ALLIANCE DES PEUPLES.

Arts, Sciences.

Pour toutes les insertions, s'adres-
ser au siège de l'administration,
passage de l'Entrepôt-du-Ma-
rais, 4.

Comité de rédaction pris parmi
les rédacteurs.

DIRECTEUR-GÉRANT : A. DECOU.

MAINTIEN DE LA FAMILLE ET
DE LA PROPRIÉTÉ.

Vivre en travaillant ou mourir en combattant!

DROIT AU BIEN-ÊTRE.
DROIT AU TRAVAIL.

Toutes les demandes d'abonnement pour la province doivent être accompagnées d'un mandat sur la poste.

AVIS.

Depuis notre réorganisation, nous
adressons notre feuille à tous les jour-
naux. — Nous prions de faire l'échange.

Les réclamations des anciens abon-
nés doivent être accompagnées d'une
pièce justifiant la validité de leur abon-
nement.

SOMMAIRE.

Assemblée nationale : Victoire remportée par l'armée italienne
sur les Autrichiens; Démissions des citoyens Portalis, Lan-
drin, Jules Favre, leur cause; Nomination du président. —
Une défaite de la réaction. — Les souscriptions pour les
blessés de février. — Projet d'organisation de l'armée : Le
pauvre seul paie l'impôt du sang. — Nomination des officiers
par voie d'élection. — Lettre de Pie IX à l'empereur d'Aut-
riche. — Place publique. — Bouche de bronze : Les sa-
vants et les philosophes cumulards. — Banqueroutes de la
France. — A quoi fait-on servir l'armée? A faire porter la
profession de foi du citoyen Motard. — Un vrai républi-
cain. — Echauffourée du 15 mai racontée par un représen-
tant du peuple. — Lettre du citoyen maire de Paris aux
maires des douze arrondissements sur les attroupements :
Pourquoi le peuple a-t-il fait la révolution du 24 février? —
L'opinion publique représentée par les Débats, à propos de
la démission des procureurs de la République. — Etc.

Assemblée nationale.

Séance du lundi 5 juin 1848.

PRÉSIDENCE DU CITOYEN BUCHEZ.

Avant l'ouverture de la séance, nous remar-
quons un groupe de représentants, au milieu
duquel l'un d'eux s'écrie : « Il vaut mieux qu'ils
se décident tout de suite (les ministres); ils vi-
vent au jour le jour. » Nous entendons alors
particulièrement le nom du citoyen ministre de
la justice; mais nous ne pouvons saisir ce qu'on
en dit.

L'ordre du jour appelle le scrutin pour la no-
mination du président de l'Assemblée nationale.

Le citoyen Buchez annonce à ses collègues
qu'ayant la poitrine malade, il les prie de le
renvoyer sur son banc.

Le citoyen Laboussière dit que la commission
a décidé que le président recevrait mensuelle-
ment une somme de 4,000 fr., et que les fonc-
tions des questeurs seraient rétribuées 500 fr.
par mois.

Le ministre de la guerre annonce à l'As-
semblée qu'il vient d'apprendre par un jour-
nal italien la victoire que Charles-Albert, à la
tête de 15,000 hommes, vient de remporter con-
tre 30,000 Autrichiens. Il annonce aussi la nou-
velle de la reddition de Peschiera. (Cette nou-
velle est accueillie avec plaisir par l'Assemblée
tout entière.)

Le C. PARJER adresse au citoyen ministre de l'in-
térieur des interpellations relatives au décret qui
devait être présenté sur l'affichage, après l'affi-
che répandue dans Paris mercredi dernier, affi-
che dans laquelle un des membres de l'Assem-
blée était traité de royaliste. L'orateur fait en
outre observer que depuis qu'elle est formée la
commission exécutive a donné des marques
d'hésitation et de faiblesse, et il cite pour preuve
ce qui s'est passé samedi au sujet de la demande
d'autorisation de poursuite contre le citoyen
Louis Blanc (mouvement).

CRÉMIEUX, ministre de la justice, annonce
qu'en ce moment même la commission prépare
et présentera bientôt des projets de décrets re-
latifs à l'affichage. L'orateur entre ensuite dans
quelques développements au sujet des poursui-
tes demandées contre le citoyen Louis Blanc, et
refusées par l'Assemblée nationale. Il démontre
que la commission exécutive est restée tout-à-

fait en dehors de cette affaire, et qu'elle a voulu
laisser à la justice son libre cours.

PORTALIS déclare à l'Assemblée qu'il ne s'est
pas retiré devant son vote, mais devant un dé-
saveu du ministre de la justice. Il repousse les
paroles du citoyen Crémieux, tendant à faire
croire qu'il n'a pas approuvé le réquisitoire. —
Non, dit-il, c'est le ministre de la justice qui le
premier a demandé l'autorisation de poursuites
contre le citoyen Louis Blanc (rumeurs diverses),
qui à son avis devait être interrogé, non pas
comme témoin, mais comme inculpé. La justice,
dit-il, ne doit pas avoir de bornes; les repré-
sentants du peuple ne sont pas inviolables de-
vant la loi (très bien!); je ne crois pas que la
justice doive s'arrêter à cette porte (non); le ci-
toyen Louis Blanc devait être entendu comme
inculpé.

LOUIS BLANC. Comme représentant du peuple?

PORTALIS. Comme représentant du peuple in-
culpé.

LANDRIN annonce à l'Assemblée qu'il adhère
complètement aux paroles du préopinant; et
après un discours énergique où il retrace ses re-
lations avec le ministre de la justice pendant le
cours de la dernière procédure, il termine en
disant qu'il ne désavoue rien de ses actes ni de
ses paroles. (Très bien! très bien!)

CRÉMIEUX, ministre de la justice, avoue, en
atténuant de beaucoup les faits qui lui sont im-
putés par les préopinants. « Je n'ai pas demandé
le réquisitoire, dit-il; mais il est vrai que je l'ai
approuvé, et ce n'est qu'à la fin du débat. Le
procureur général de la République dit que je
lui ai répondu : « Oui, nous marcherons en-
semble. » Comment? j'aurais parlé ainsi, et dans
l'Assemblée j'aurais voté contre mes paroles? Non,
cela est impossible; il y a erreur dans la
déposition du citoyen Landrin. Et s'il y avait, je
ne dis pas une majorité qui crût que j'ai pro-
noncé ces paroles, mais quelques membres qui
ne verraient pas une erreur dans cette déposi-
tion, je le déclare, non-seulement je ne serais
plus ministre de la justice, mais je ne serais plus
représentant du peuple. (Murmures; grande
agitation.)

LE C. LANDRIN monte à la tribune.

PLUSIEURS VOIX. L'ordre du jour! l'ordre du
jour! (Agitation.)LANDRIN. Je n'ai qu'un mot à dire. (L'ordre
du jour! murmures.)

LANDRIN. Il est nécessaire de ne rien exagé-
rer, je vais tout rétablir; le citoyen Crémieux
m'a répondu en sortant du conseil : « Alors
nous marcherons ensemble. » (Ah! ah!)

CRÉMIEUX, ministre de la justice, adhère aux
paroles du préopinant après les avoir expli-
quées.

Le citoyen Jules Favre monte à la tribune.

Plusieurs membres demandent l'ordre du
jour, il est mis aux voix au milieu d'un grand
tumulte et rejeté.

FAVRE. Je crois qu'il est indispensable que,
pour un instant, l'Assemblée nationale s'élève
au-dessus des débats personnels sur lesquels la
conscience de tous est, je crois, bien fixée, et
qu'elle aille jusqu'à la question politique que
couvre ces débats; c'est dans ce but que je suis
monté à la tribune et que je vous demande
d'écouter avec indulgence les quelques obser-
vations que je veux vous présenter. (Parlez,
parlez.)

L'orateur annonce qu'à la suite du vote de
samedi il a cru devoir se retirer du cabinet,
parce qu'à son avis, dans une aussi grave ques-
tion, la commission exécutive n'était pas restée

étrangère. J'ai rougi, dit-il, pour la commis-
sion exécutive (vive agitation. — Les citoyens
Marie et Garnier-Pagès demandent la parole.)
J'ai rougi de l'explication donnée à cette tribune
par le citoyen ministre de la justice. (Rumeurs.)
J'ai toujours cru que la commission exécutive
était de l'avis du réquisitoire lorsqu'il était pré-
senté. Je vais plus loin, je dirai que j'ai entendu
dire que le citoyen Crémieux avait parlé dans
son bureau en faveur de la mise en prévention.
(rumeurs. — Le citoyen Ollivier Démosthènes
dément, de sa place, les dernières paroles du
préopinant.) L'orateur ajoute qu'il n'est pas
digne d'un Gouvernement fort, puissant, qui
peut s'expliquer, de laisser une discussion aussi
grave sans s'y mêler : en restant inactif, s'é-
crie-t-il, il approuvait les actes de ses agents.
(C'est vrai!) Il termine en disant que l'Assem-
blée a été douloureusement affectée des faits
recueillis dans cette séance.

FLOCON. Je vais ramener, en quelques mots,
du moins je l'espère, la discussion qui s'agite
en ce moment; que s'est-il passé dans le con-
seil... Je n'en sais rien (rires ironiques), ni
moi, ni les autres ministres, excepté le citoyen
Crémieux. L'orateur explique comment le Gou-
vernement a dû s'abstenir dans une discussion
aussi grave, et il blâme le citoyen Jules Favre
d'avoir accepté les fonctions de rapporteur. « On
voulait m'engager, dit-il, je me suis dégagé. » Il
termine par le récit des principaux faits du
procès; il rend compte à l'Assemblée des im-
pressions qu'il a ressenties, et pourquoi elles
l'ont porté à voter contre le réquisitoire.

UN MEMBRE proteste contre le cours suivi
par la discussion.

C. PAYER monte à la tribune; mais il en des-
cend à l'approche du citoyen Pagnerre, qui
affirme l'exactitude du procès-verbal qui a été
lu au commencement de la séance.

PAGÈS monte à la tribune.

PLUSIEURS VOIX. L'ordre du jour, l'ordre du
jour.

GARNIER-PAGÈS déclare à l'Assemblée que la
commission du pouvoir exécutif a voulu rester
et qu'elle est restée entièrement en dehors de
ces débats.

L'Assemblée passe à l'ordre du jour.

BUCHEZ. Voici le résultat du scrutin pour la
nomination du président. (Mouvement d'atten-
tion.)

Nombre de votants	696
Majorité absolue	349
Le citoyen Senart	593
Voies perdues	103

M. Buchez s'est rendu justice lui-même. Les
commis du peuple l'ont remplacé par Senart.
A ce nom, il nous a semblé voir un souvenir
sinistre planer sur l'Assemblée.

Une défaite de la réaction.

Une grande leçon, nous devons l'espérer, doit
ressortir de la séance du 3 juin à l'Assemblée
nationale, et éclairer enfin le gouvernement sur
la marche qu'il doit suivre. On sait que le parti de
la réaction, audacieux dans ses tentatives, avait
formé le projet de faire disparaître peu à peu de
la scène politique tous les hommes qui avaient
amené l'avènement de la République. Au nom-
bre de ces hommes se distinguait particulière-
ment Louis Blanc, le défenseur et l'illustre his-
torien de la démocratie. L'affaire du 15 mai
offrait un prétexte, la réaction le saisit avec

empressement. Déjà la commission, nommée par l'Assemblée nationale, avait adopté les conclusions des procureurs du roi de la République; tout semblait donc devoir se terminer au gré des réactionnaires. L'Assemblée appelée à voter sur le rapport de Jules Favre paraissait vouloir accepter ses conclusions; deux épreuves successives eurent lieu. Si on en croit des spectateurs, témoins de ces votes, la majorité se serait d'abord prononcée par assis et levé; mais comme le bureau était lui-même divisé sur le résultat, on a passé au scrutin par division. Rendons toutefois justice aux citoyens Flocon et Crémieux qui, les seuls du gouvernement, se sont levés en faveur de Louis Blanc à la première épreuve; les autres membres, encouragés par cet exemple, se sont aussi levés à la seconde. Les réactionnaires, qui agissent ordinairement dans l'ombre, n'ont pas eu tous le courage de leur opinion: soit lâcheté, soit peur, ils ont reculé, et la minorité des premières épreuves s'est trouvée une majorité de 32 voix au scrutin de division. Ainsi, nous le répétons aux membres du gouvernement, cette décision de l'Assemblée doit être pour vous une grande leçon; elle doit vous montrer que la réaction, toujours audacieuse quand la victoire lui paraît assurée, tremble et recule à la moindre résistance. La réaction sait très bien que si les représentants du peuple consentent à marcher dans la voie du progrès ils ont derrière eux trois cent mille citoyens prêts à les appuyer contre certains de leurs collègues qui ne rêvent que la régence.

Ainsi donc, hommes du pouvoir, vous n'avez qu'à tenir votre drapeau ferme, celui que vous avez vu flotter sur les barricades; autour de lui vous rallierez tous ceux qui aiment la République. C'est la seule voix de salut qui vous est ouverte. Marchez donc! Qu'espérez-vous après tout? Voulez-vous renouveler les alliances hâtardes de la royauté de juillet? Voulez-vous ressusciter cette politique vacillante et sans nom? ou plutôt ne penserez-vous pas comme nous que la liberté est un droit sacré inhérent à la vie des peuples, qu'il n'y a qu'un seul gouvernement capable de le consacrer, celui de la République? Dans cette agitation de toutes les nations de l'Europe, ne remarquez-vous pas le doigt de la Providence? Cette éruption du volcan révolutionnaire qui éclate de l'Etna au Vésuve, et dont les tremblements vont en parcourant la chaîne des Alpes retentir jusqu'au pied des monts Krapaks ne sont-ils pas un avertissement de Dieu? Soixante années de luttes incessantes et continues dans notre patrie, tant de sang versé pour la liberté, n'est-ce donc rien à vos yeux? Le moment de clore le champ de nos guerres civiles n'est-il pas encore arrivé? Ah! si telles étaient vos pensées! si enfin vous vous rappeliez vos discours, vos écrits dans les luttes que nous soutenions ensemble pour le peuple contre la royauté! Si enfin, arrivés au pouvoir, vos intentions étaient de réaliser ces espérances que vous nous aviez fait concevoir; si, comme Christophe Colomb, vous avez rêvé et entrevu un nouveau monde, qui vous arrête? Laissez-vous à d'autres cette sainte conquête; à d'autres mains la gloire d'y planter notre drapeau, sur cette terre promise déjà aperçue par nos pères?

Au nom de la liberté, nous vous en conjurons! vous avez commis des fautes immenses, mais le peuple est aussi grand dans son pardon que dans ses souffrances. Marchez donc sans hésitation et sans peur, et au lieu de suivre des chemins tortueux, allez droit au but! C'est le moyen d'écartier les obstacles qui veulent entraver votre marche; revenez dans le vrai; dégagez-vous des liens de cette réaction qui vous enlacent, de cette réaction qui croit, en vous perdant, perdre la République. Appuyez-vous sur les inébranlables amis de la liberté, là vous retrouverez une vie sans remords, sans crainte, le bonheur et la vraie gloire.

Les souscriptions pour les blessés de février.

Le *Moniteur* vient de publier l'état des souscriptions reçues en faveur des blessés de février.

Le montant de ces dons s'élevait, au 26 mai dernier, à la somme de 4,100,267 fr. 88 c.

Il avait été délivré en bons de secours ou mandats aux blessés, pour 173,846.

Resterait à distribuer 926,421 fr. 88 c.

Indépendamment de ces fonds parvenus au caissier municipal de Paris, la commission va s'occuper immédiatement de faire rentrer le

montant des souscriptions qui se trouvent encore dans les mains des collecteurs, des maires ou des administrateurs, et qui devront augmenter le capital ci-dessus énoncé.

D'après un relevé, le nombre des ayant-droit à ces souscriptions serait de mille, dont quatre cents veuves, orphelins ou ascendants de citoyens tués.

Voici déjà plus de trois mois que tous les défenseurs du peuple attendent la division de ces secours, et comme ils sont tous dans le besoin, ils s'étonnent qu'on mette autant de retard à cette distribution.

Nous espérons que le gouvernement comprendra ses devoirs dans une mission aussi sainte, et qu'on ne verra pas se renouveler les scandales et les délais qui ont eu lieu sous Louis-Philippe, pour la répartition des souscriptions des inondés de la Loire.

Projet d'organisation de l'Armée.

Nous publions l'article suivant, sans prendre la responsabilité de l'opinion de l'auteur; nous nous proposons prochainement d'examiner cette importante question.

Parmi les questions que la commission de constitution est appelée à résoudre, il en est une de la plus grande importance, c'est l'organisation de l'armée. La Révolution ne doit point être stérile pour ces légions de citoyens si dévoués à leur pays. Si dans les premiers jours de notre République, nous avons vu quelques séditions éclater dans des régiments, ce n'est point à un mauvais esprit que nous devons en attribuer la cause, mais à l'incurie du gouvernement envers les soldats.

Jusqu'à ce jour, le principe de la loi sur le recrutement a été le privilège consacré du riche sur le pauvre: on connaît la valeur du mot *tomber du sort*. Ce mot, qui n'a jamais eu de réalité que pour le travailleur, est une fiction pour le riche oisif. Ce mode d'enrôlement est injuste, immoral: c'est la violation flagrante du principe d'égalité; car chaque citoyen doit la dîme de son sang à la patrie.

Nous pensons que l'enrôlement doit être *forcé* pour tous les jeunes gens de dix-huit ans. Mais, pour ne point augmenter l'effectif de l'armée, le service ne serait imposé que jusqu'à vingt ans.

Si la loi sur le recrutement était telle que nous la demandons, on comprend que tout citoyen étant soldat, ce ne serait plus dans une école militaire qu'il faudrait chercher des officiers; mais dans les rangs des soldats eux-mêmes. Chaque régiment ferait des élections, suivant le mode de la garde nationale, avec cette différence que le soldat avant d'arriver au grade de colonel aurait dû passer par les grades de sous-lieutenant, lieutenant, etc., comme dans l'ordre actuel, et ne pourrait perdre un grade acquis que dans des cas exceptionnels. De plus, pour obtenir un grade, il faudrait remplir certaines conditions d'instruction et de capacité.

Cette loi, à notre sens, rétablirait non-seulement l'égalité, mais produirait aussi la fraternité dans la société et dans l'armée. Car, d'où vient ce peu d'affection entre les bourgeois et le peuple? de la séparation continuelle des deux classes. D'où vient aussi le peu d'affection des soldats pour leurs chefs? de ce que ces derniers leur sont imposés et leur sont le plus souvent inconnus; au contraire, ces chefs élus par eux, devenus leur œuvre, seraient assurés de leur attachement, — et la discipline y gagnerait.

Lettre de Pie IX à l'empereur d'Autriche.

Il a toujours été donné au Saint-Siège de prononcer une parole de paix au milieu des guerres qui ensanglantaient le sol de la chrétienté, et dans notre allocution du 29 avril dernier, en disant qu'il répugnait à notre cœur paternel de déclarer la guerre, nous avons expressément annoncé notre ardent désir de contribuer à la paix. Qu'il ne déplaie donc pas à votre majesté que nous nous adressions à votre piété et religion, et vous exhortions avec une affection paternelle à retirer vos armées d'une guerre qui, sans jamais pouvoir reconquérir à l'empire les cœurs des Lombards et des Vénètes, entraîne à sa suite la funeste série des calamités qui accompagnent toujours une guerre, et qui sont certainement abhorrées et détestées par V. M. elle-même.

Qu'il ne déplaie à la généreuse nation allemande, si nous l'invitions à déposer les haines et à convertir en relations utiles d'amiable voisinage une domination qui ne peut être ni noble ni heureuse du moment qu'elle repose sur le fer du soldat.

Ainsi, nous avons la ferme conviction que la nation même, honnêtement fière de sa propre nationalité, ne placera pas son point d'honneur dans de sanglantes tentatives contre la nation italienne; mais elle le portera plutôt à la reconnaître comme sœur, parce qu'elles sont toutes deux filles bien-aimées de notre cœur, et qu'elles se contenteront d'habiter chacune dans ses limites naturelles, par des actes honorables et avec la bénédiction du Seigneur.

En attendant, nous prions le dispensateur de toute lumière et l'auteur de tous biens, pour qu'il inspire à V. M. ses saints conseils, et du profond de notre cœur, nous vous envoyons, ainsi qu'à S. M. l'impératrice et à toute la famille impériale, notre bénédiction apostolique.

PIE IX.

Place publique.

Dans un rassemblement, à Montmartre, — de vives plaintes avaient lieu contre un boulanger — qui avait fait un passe-droit à ses ouvriers.

« — Que pouvez-vous attendre d'un pareil homme, disait un citoyen. — Vous avez bien tort de croire qu'il vous rendra justice. — C'est un de ceux qui a mis le plus de fureur dans la dévastation de la maison Sobrier! — A bas le gueux, le misérable, cria-t-on de toutes parts! »

Enfin, la justice commence!

Bouche de bronze.

Nous continuons à donner les listes des places attribuées par Louis-Philippe à un même individu, sauf à rectifier, de très bonne foi, sur la première réclamation.

M. COUSIN.

Membre du conseil royal.	10,000 fr.
Professeur.	6,000
Logement.	2,000
Frais d'examen (au moins).	10,000
Membre de l'Académie française.	4,800
Membre de l'Académie des sciences morales.	1,000
Membre de la commission du Dictionnaire.	2,000
Rédacteur du <i>Journal des Savants</i> , payé par l'Etat.	1,500
Rédacteur du <i>Bulletin de l'Académie des sciences morales</i> .	1,000
Total des traitements.	36,100 fr.

M. REYNAUD.

Conservateur à la Bibliothèque nationale.	5,000 fr.
Logement.	2,000
Directeur des langues orientales.	2,000
Professeur à la même école.	5,000
Membre de l'Académie des inscriptions.	4,000
Membre de la commission des médailles à la même Académie.	2,000
Membre de la commission de l'histoire des Croisades.	2,000
Membre de la commissions des extraits et notices des manuscrits.	1,500
Total.	20,500 fr.

— *Banqueroute de la France.* La France a déjà fait six fois banqueroute: bien aveugle serait celui qui ne voit pas que nous arrivons à la septième.

La première eut lieu sous Sully, qui imputa les intérêts payés précédemment sur le capital.

La deuxième à la fin du long règne de Louis XIV, sous le ministère Desmarest, qui ne paya ni capital ni intérêts.

La troisième à la suite du système Law, sous le ministère Lepelletier.

La quatrième sous l'abbé Terrai, qui ne paya point les réscriptions du trésor et beaucoup d'autres dettes.

La cinquième en 1794, après la création des 45 milliards et demi d'assignats et la radiation de la dette inscrite de 2,400,000,000.

La sixième en 1797, par la réduction des deux tiers de la dette.

A QUOI L'ON FAIT SERVIR L'ARMÉE.

« J'ai reçu hier une ordonnance à cheval qui est venue me porter la profession de foi du citoyen Flotard. J'ai dû donner un reçu. N'est-ce pas abuser étrangement des chevaux, des soldats et du cachet de l'Hôtel-de-Ville? »

« Chaque instituteur communal a reçu deux affiches, avec prière de les coller à la porte de l'école. Comment trouvez-vous les moyens employés par le citoyen Flotard? Il veut la fin: tous les moyens lui paraissent bons. »

Gavox, rue de Ponthieu.

UN VRAI REPUBLICAIN.

M. Dupont (de l'Eure), jadis président du Gouvernement provisoire, n'a pas voulu profiter du traitement qui lui a été alloué pour les hautes fonctions qu'il a occupées pendant trois mois. Une fondation de lits dans un hospice, une distribution aux malheureux et une allocation aux bureaux de bienfaisance, tel est l'emploi que ce digne citoyen a voulu faire de son traitement.

Voici de quelle manière le citoyen Jules Duchaffant, représentant du peuple, rend compte des événements de la journée du 15 mai.

15 Mai, 2 heures après-midi. — Il y a une heure environ, les délégués des clubs ont pénétré de force dans les tribunes publiques, au nombre de plusieurs centaines; des tribunes, ils se sont élancés dans l'enceinte réservée aux représentants. Nous sommes tous restés impassibles sur nos bancs; voilà plus d'une heure que nous sommes témoins d'une scène de désordre effroyable; jusqu'à présent, cependant, aucun acte de violence brutale ne s'est produit. Le président Buchez, qui a perdu la tête, a cédé le fauteuil au vice-président Corbon, qui, conjointement avec Barbès, commence à ramener un peu de calme.

A 3 heures. — Le tumulte, qui avait paru se calmer, a recommencé avec encore plus d'intensité. Il y a en ce moment, à la tribune, un orateur des clubs qui demande impérieusement que l'Assemblée décrète, sur le champ, que la France exigera, les armes à la main, la reconstitution de la nationalité polonaise. Ces paroles sont couvertes d'applaudissements par les clubistes, qui ont envahi complètement l'enceinte réservée aux représentants; ceux-ci cependant continuent à rester impassibles sur leurs bancs: leur attitude est digne, froide et triste. Ledru-Rollin remplace l'orateur populaire pour obtenir qu'ils quittent la salle, afin que la représentation nationale puisse délibérer. Nous ne savons ce qui se passe au dehors: nous entendons seulement un mugissement de cris confus.

A l'Hôtel-de-Ville, 7 heures du soir. — Au moment où je venais d'écrire les lignes ci-dessus, des scènes inouïes de violence et de fureur brutale se sont produites au sein de l'Assemblée. Le président a été arraché de son fauteuil et foulé aux pieds; Lamartine, lui-même, a été frappé. Huber est monté à la tribune pour proclamer, au nom du peuple, la déchéance de l'Assemblée nationale; tous les membres cependant demeurent silencieux sur leurs bancs. Cette attitude exaspère les factieux au dernier point: des luttes corps à corps s'engagent; je suis assailli par trois ou quatre, mais le mouvement de la foule nous sépare. Au même instant, j'aperçois une compagnie de garde nationale qui avait pénétré, par dessus la muraille du quai, dans le jardin; je m'élance de ce côté, et je cours vers le capitaine, en le suppliant de me recevoir dans les rangs de sa compagnie, et de me donner un fusil. Je lui montre ma carte de représentant, il m'engage à la mettre à mon chapeau, ce que je fais aussitôt; il me fait observer qu'il ne peut désarmer un de ses hommes pour me donner un fusil, mais il me fait donner une baïonnette et m'engage à rester auprès de lui, que sa compagnie sera sous mes ordres comme sous les siens. J'accepte, et nous allons immédiatement prendre position sur les degrés du péristyle. Pendant ce temps, d'autres légions de la garde nationale arrivaient en masse; les insurgés se décident enfin à quitter le Palais législatif, et se dirigent sur l'Hôtel-de-Ville où ils proclament un gouvernement provisoire. Ledru-Rollin et Lamartine sortent aussi du Palais par le péristyle où j'étais toujours avec ma compagnie, la 2^e du 2^e bataillon de la 3^e légion. Lamartine prononce une allocution et dit que la place du gouvernement est en ce moment dans la rue avec la garde nationale; qu'il pense cependant qu'il est nécessaire d'aller reprendre possession de l'Hôtel-de-Ville. On se met en marche de suite: Lamartine et Ledru-Rollin montent à cheval, et sont en tête de ma compagnie; je suis, par conséquent, avec le capitaine, immédiatement derrière eux. Du Palais législatif à l'Hôtel-de-Ville, la garde nationale était échelonnée au nombre de 200,000 hommes, et il y avait au moins 500,000 âmes; jamais je n'ai vu une pareille fourmillière d'hommes. Toutes les femmes aux fenêtres agitent leurs mouchoirs, et crient: Vive Lamartine! Vive l'Assemblée nationale! Nous avons mis plus d'une heure pour faire ce trajet; et pendant ce temps, je erois que mes pieds n'ont pas touché

terre, étant constamment soulevé par la foule; car j'ai eu ma part de l'ovation, en ce sens que, comme l'on me voyait dans les rangs de la garde nationale avec ma carte de représentant au chapeau, on ne cessait de crier: *Vive la représentation nationale! qu'elle compte sur les bons citoyens; qu'elle ne se laisse pas intimider!*... Et au milieu de ces cris, on me pressait les mains, on m'étouffait presque.

En face du Pont-Royal, j'ai reconnu Chais dans la foule; je l'ai de suite appelé et fait mettre à côté de moi, également avec sa carte au chapeau. Nous sommes arrivés de cette manière à l'Hôtel-de-Ville. Armand Marrast, à la tête d'une légion, y était arrivé avant nous, et avait déjà fait empoigner les traitres général Courtais, Barbès, Blanqui, Albert. Nous sommes allés dans la salle des délibérations de l'ancien Gouvernement provisoire, et nous avons pris place autour du bureau avec Ledru-Rollin, Lamartine, six autres de nos collègues qui étaient venus avec Marrast, Chais et moi. Les deux membres du Gouvernement ont signé le mandat d'arrêt des prisonniers, et puis l'on a discuté la question de savoir si l'on consentirait au désir exprimé par plus de 200 officiers de la garde nationale, qui voulaient qu'on ramenât les prisonniers au palais de la Chambre, au milieu de la haie formée par la garde nationale; évidemment, c'était dans le but de les faire massacrer. Enfin, Lamartine est parvenu à faire renoncer à ce projet, et nous avons repris notre marche triomphale vers le Palais législatif, où nous sommes restés en séance jusqu'à dix heures du soir. Enfin, à cette heure, j'ai pu aller dîner, ce dont j'avais passablement besoin; car je n'avais rien pris dans toute la journée qu'une tasse de café au lait, plus un verre de bordeaux que Lamartine nous fit servir à l'Hôtel-de-Ville.

Voilà, mon cher ami, les détails qui me concernent personnellement pendant le cours de cette mémorable journée, qui sera dans notre histoire de la plus haute importance, et qui est de nature à laisser des souvenirs impérissables dans l'esprit de ceux qui en ont été les témoins. Nous avons passé par toutes les péripéties et les émotions les plus fortes et les plus opposées; mais nous avons eu à subir pendant deux mortelles heures les angoisses les plus pénibles, nous attendant à chaque instant à un massacre épouvantable; et puis, cette journée, qui menaçait d'être si déplorable, a fini par un triomphe qui est de nature à nous rassurer complètement sur l'avenir....

16, 4 heures du soir. — Nous sommes entrés en séance ce matin à dix heures. La séance se passe en interpellations sur les causes qui ont amené l'attentat d'hier. Du reste, Paris est rentré dans le calme. Une enquête judiciaire se poursuit, les prisonniers d'hier ont été transférés au donjon de Vincennes, à l'exception de Courtais qui est toujours détenu dans la bibliothèque de la Chambre, où il est gardé par deux bataillons de la garde nationale. Dans la nuit et ce matin, les gardes nationales de dix lieues à la ronde sont arrivées, bien décidées à tomber sur les communistes au premier mouvement.

Le représentant du peuple, maire de Paris, aux maires des douze arrondissements.

Citoyen maire,

Le gouvernement a dû se préoccuper des attroupements qui se forment depuis plusieurs jours sur différents points de la capitale.

Des ordres ont été donnés pour les dissiper et rétablir la circulation partout où elle est gênée ou interrompue.

Le pouvoir républicain ne se résigne qu'avec douleur aux répressions sévères; il a confiance dans le bon sens de la population; il est plein de respect pour ses droits; il saurait au besoin les maintenir contre toute tentative de réaction.

Mais plus il est décidé à maintenir la liberté, plus il a le devoir de ne pas la laisser compromettre par une agitation turbulente, stérile, qui ne profite qu'au désordre, et où les mercenaires subalternes de quelques prétendants jettent de nouveaux germes de trouble et d'anarchie.

C'est à l'autorité municipale qu'il convient d'avertir les citoyens avant que la sévérité de la loi vienne les frapper.

Usez donc de votre ascendant sur vos administrés pour les détourner de grossir, par une vaine curiosité, ces groupes qui obstruent la voie publique. Il ne peut sortir aucun bien de ces rassemblements, et le mal qu'ils font vous a frappé comme moi. Ils entretiennent au sein de la capitale un malaise nuisible à tous les intérêts; nulle transaction commer-

ciale sans confiance, nulle confiance quand l'ordre semble en péril. Et quelles sont les premières victimes de cette crise ainsi prolongée? Les travailleurs, que la production paralysée prive de leurs moyens d'existence. C'est donc au nom du travail qu'il faut protéger l'ordre, assurer la paix publique, et rendre la sécurité à l'industrie.

C'est le vœu de l'immense majorité de la population: soyez-en l'organe, citoyen maire, avertissez les imprudents; la justice saura saisir et frapper les coupables.

Le représentant du peuple, maire de Paris,
Armand MARRAST.

Qu'on nous permette maintenant une simple question. Comment se fait-il que cette proclamation de police contre les attroupements soit signée du nom d'Armand Marrast, au lieu de porter celui de l'ex-maire du Mans? La préfecture de police serait-elle déjà escamotée au profit de la mairie de Paris, et le citoyen Trouvé-Chauvel ne serait-il plus qu'un préfet en effigie?

— Ceci est grave... comme dit Bilboquet.
(Vraie République).

C'est pour défendre le droit de réunion que le peuple a fait la Révolution de Février.

Trois mois après sa victoire on vient le lui contester.

Les boutiquiers sont assez sots pour s'alarmer d'agglomérations qui ne sont rien moins que tumultueuses.

La porte Saint-Denis était devenue le forum, l'agora du peuple de Paris.

Cela gêne la circulation, avez-vous dit.

Ouvrez donc au peuple de vastes salles où il puisse à toute heure, et sans inconvénient discuter les questions qui lui importent.

Si vous ne le faites pas, c'est que vous refusez de déduire toutes les conséquences du principe qui a vaincu le 24 février.

De quel nom nommer cet acte?

Ce qui s'arrête recule, ne l'oubliez pas!

MM. Portalis et Landrin ont donné leur démission, et M. J. Favre renonce au sous-secrétariat du ministère des affaires étrangères; rien de mieux, ce nous semble, c'est peut-être l'unique service qu'ils aient rendu à la République, aussi, sans le *De profundis* des Débats, n'aurions-nous jamais songé à leur chanter le *Requiescat*.

Nul, s'écrie le journal des *ploutocrates*, nul ne les avait soupçonnés de passions personnelles ou d'esprit de parti dans la demande qu'ils avaient cru devoir adresser à l'Assemblée nationale; nul n'aura non plus la pensée d'attribuer leur retraite au résultat du vote. L'opinion publique ne s'y trompera pas, et c'est une consolation qu'ils pourront emporter avec eux. Qu'ils l'emportent donc cette douce consolation. Mais comment trouvez-vous l'opinion publique prenant le journal des *Débats* pour interprète? Et puis, l'innocence des siens *incapables de haine personnelle et d'esprit de parti*? Les pauvres hommes! « Nul n'aura la pensée d'attribuer leur retraite au résultat du vote, » dites-vous, et à quoi donc? La réponse est un peu plus bas: « Que voulez-vous que fassent d'honnêtes gens qui ont la simplicité d'avoir le lendemain leur conscience de la veille? » Heureuse simplicité, qui nous promet pour l'avenir et les lois de septembre et celles qui punissent... la résistance aux rois.

Mais, prenez garde, vieux défenseur du privilège, prenez garde, vous, dont l'unique passion est celle de la fortune. Tout vous a souri jusqu'à ce jour, il est vrai, mais trop de précipitation pourrait vous perdre. Vous êtes bien parvenu à jeter la division entre le petit commerce et la classe ouvrière, vous avez engendré la haine entre des frères, et peut-être, par vous, le sang coulera-t-il; à l'ordonnance contre les attroupements succèdera sans doute une ordonnance contre les clubs; mais prenez garde encore une fois, car si nous abolissons la peine de mort après la victoire, nous ne désarmons pas devant la lutte, et si vous fabriquez des lois à votre usage, nous avons pour nous le droit imprescriptible.

Le comité de l'agriculture et du crédit foncier s'est réuni la semaine dernière.

Le citoyen Flocon, ministre de l'agriculture et du commerce, s'est rendu dans son sein pour faire plusieurs communications touchant les intérêts généraux de l'agriculture.

Le ministre donne communication d'un projet de loi relatif à la création de cinquante colonies agricoles sédentaires en France seulement,

et d'un nombre indéfini de colonies mobiles destinées à opérer sur différents points du territoire de grands travaux d'irrigation et de dessèchement.

Le gouvernement ne semble pas avoir déterminé encore les localités où seront établies ces sortes de colonies.

Plusieurs membres de la commission ont fait quelques observations critiques au point de vue des moyens d'exécution.

Le ministre a répondu que ces projets se rattachaient à une série de mesures d'améliorations qui sont à l'étude, et qui seront incessamment converties en projets de loi.

Les projets sur les colonies agricoles seront présentés à l'Assemblée demain, avec divers crédits s'élevant à 30 millions.

Le comité s'est constitué ainsi qu'il suit :

Les citoyens de Tracy président, Aubergé, vice-président, Howyn-Tranchère et Victor Pigeon, secrétaires.

— On lit dans l'Unité nationale :

« On nous offre un million, c'est fort joli, qu'en dites-vous? mais je vous préviens tous, Parisiens, que vous vous en lècherez la moustache sans y toucher. Oui, un million! mais nous seuls, gens bien pensants de la banlieue (et je me dis du nombre, mes lettres en font foi), feront bouillir la marmite réactionnaire. Ah! vous dressez l'oreille! Écoutez : des agens du duc de Bordeaux parcourent nos campagnes, se glissent à pas furtifs dans les sacristies et leurs succursales, et promettent au nom de l'intéressant *Jeune homme*, le bienheureux million; et voyez encore le désintéressement! il se privera de liste civile pendant quatre années! il s'exposera à mourir de faim pour assurer le bonheur de la grande nation; car lui seul peut faire son bonheur! On m'a servi cette bourde, et je vous la donne telle quelle. Mais, raillerie à part, nos campagnes sont travaillées par des émissaires : au nom de qui, au nom de quoi, au nom du diable? je n'en sais rien. »

LA DYNASTIE DU NATIONAL.

La dynastie d'Orléans a cédé la place à la dynastie du National.

M. A. Marrast, rédacteur en chef du National, est maire de Paris.

M. J. Bastide, rédacteur du National, est sous-secrétaire d'État des affaires étrangères.

M. Recurt, médecin en chef du National, est ministre de l'intérieur.

M. Trélat, médecin ordinaire du National, est ministre des travaux publics.

M. Marie, avocat du National, est membre de la commission exécutive.

M. Duclerc, rédacteur du National, est ministre des finances.

M. Charras, rédacteur du National, a été fait, en quelques jours, lieutenant-colonel et ministre intérimaire de la guerre.

Les autres rédacteurs à la suite ont pris, pour eux, les directions, les préfectures, et même les bibliothèques. M. Albert Aubert s'est fait nommer archiviste de la ville de Paris.

Il est bien juste que le rédacteur des feuillets du National, M. Old'Nick, soit quelque chose. On en fera un représentant du peuple.

Electeurs du Gers, on a compté sur vous. Vous nommerez M. Forgues. Le National le veut.

(L'Opinion du Gers.)

Citoyen ministre de l'intérieur,

Nous venons protester contre l'appel fait aux ouvriers des ateliers nationaux — pour le recensement qui doit être fait le 6 juin, — jour du dépouillement du scrutin, attendu que nous voulons veiller nous-mêmes sur cette opération, et que le peuple est seul souverain, nous demandons que vous retiriez cette ordonnance.

Signé L. SPÉNEUX, membre de la famille du citoyen Robespierre, ouvrier à Montmartre. — Au nom des ouvriers, ses frères.

Nous recevons à l'instant du citoyen Dulauriez, membre de la commission exécutive de Montmartre, un dossier qui lui a été remis par la commission de la commune.

Il paraît que ce dossier a été pris par le nommé Bergevin, lieutenant d'artillerie, de Montmartre; si nous étions encore dans le temps des décorations, nous en solliciterions une pour ce brave officier, qui a si bien mérité de la patrie. Il ne serait pas fâché, sans doute, de voir briller sur sa poitrine cet insigne qui dis-

tingue les grands hommes de la monarchie déchue.

Pauvre Bergevin, nous regrettons de ne pouvoir rien faire pour toi, quoique tu ne sois pas le seul à Montmartre qui en soit digne.

DULAUZIEZ.

Nous apprenons, par le citoyen Wagner, qu'une société composée de personnes appartenant au parti d'Henri V embauche des ouvriers et les paie pour former des groupes aux portes Saint-Denis et Saint-Martin. Qu'il y a même dans une maison de ce quartier deux drapeaux blancs avec fleurs de lis prêts à être mis sous les yeux du peuple.

— Un honnête et paisible propriétaire du Médoc, qui se trouve à Paris dans ce moment, était allé ces jours-ci se promener à Montmorency.

Dans le chemin creux conduisant de Montmorency à Enghien, il est abordé par un vigoureux paysan armé d'un échelas, qui lui dit brutalement :

« — Vous venez de Paris, monsieur; est-ce que vous êtes communiste? — Moi, répond le voyageur, je suis de Bordeaux. — Ah! c'est différent. — Mais, pourquoi cette question? — Oh! c'est que si vous étiez communiste, nous sommes ici pour vous faire votre affaire. — Dieu me préserve de l'être! — C'est qu'il doit en venir aujourd'hui, on nous l'a dit, et nous les attendons.... »

(Le Représentant du Peuple.)

— Le ministre de l'agriculture et du commerce recevra en audience particulière tous les citoyens qui se présenteront le lundi et le jeudi de chaque semaine, de neuf à onze heures du matin.

Le secrétaire général recevra tous les citoyens qui se présenteront le lundi et le jeudi de chaque semaine, de neuf à onze heures du matin.

Les chefs de division recevront tous les citoyens qui se présenteront les lundi, mercredi et vendredi de chaque semaine, de deux heures à quatre heures de l'après-midi.

Le chef du cabinet du ministre recevra également tous les citoyens qui se présenteront, tous les jours, de neuf à onze heures du matin.

Correspondance.

Ce 5 juin.

Citoyen rédacteur,

Avant-hier on s'est présenté chez mon ami Bouillotte, à Charonne, qui servait comme moi dans la Montagne. On est venu sous prétexte de voir s'il n'avait pas des poudres. On n'a trouvé chez lui que son fusil, son sabre et un autre sabre qui était le mien. On a pris ces armes. Pourriez-vous, citoyen rédacteur, me dire de quel droit on nous enlève ainsi un sabre ou un fusil que tout citoyen doit avoir comme garde national.

PRUVOST dit l'INVALIDE,

Chef des barricades de Transnonain.

Monsieur le Rédacteur,

Vous avez accueilli dans votre journal le procès-verbal du Club pacifique des Droits de l'Homme, qui contient contre moi des imputations mensongères.

Il est faux que j'aie fait faire ni colporter aucune liste de candidats. Les citoyens Prevost et Lemoine, dont le témoignage a été avancé, certifient ci-dessous qu'ils ont appris comme moi, par les journaux, que mon nom se trouvait mêlé à cette distribution, à laquelle je suis complètement étranger.

Je regrette que l'auteur n'ait pas osé signer cette calomnie.

Veillez insérer cette réponse dans l'intérêt de la vérité.

Salut et fraternité.

E. TRINQUESSÉ, sous-lieutenant, 1^{re} compagnie, 1^{er} bataillon, 4^e légion. — PREVOST, rue du Bouloy, 23, concierge.

La liste dont il est question m'a été remise par le citoyen Jambon. Je déclare que le nom du citoyen Trinquesse n'a figuré en rien lorsqu'on me l'a donnée, je ne crois pas qu'il ait participé à sa rédaction.

Paris, le 5 juin 1848.

LEMOINE.

Revue des Journaux.

On lit dans la Liberté :

Reuil, 1^{er} juin 1848.

Monsieur le Rédacteur,

Aujourd'hui il s'est présenté un homme glissant

dans mon bataillon la liste de candidats que je vous remets sous ce pli (1).

J'ai fait mettre immédiatement cet individu en état d'arrestation; il est entre les mains de la gendarmerie.

Je proteste de la manière la plus énergique au nom de notre corps tout entier contre cette liste qui prétend avoir notre adhésion.

La garde mobile n'a patronisé aucune candidature; elle vote suivant sa conscience et ses sentiments, que le pays connaît déjà.

Je compte, monsieur le Rédacteur, sur votre obligeance, pour donner de la publicité à ce fait, qui est, je crois, de la plus haute gravité.

Recevez les salutations empressées avec lesquelles je suis votre dévoué serviteur,

Le commandant du 15^e bataillon de la garde mobile.

MONTARIOU.

Ainsi, malgré l'ordonnance du gouvernement provisoire, qui permet la distribution de bulletins imprimés, il se trouve un commandant de la garde mobile, M. Montariou, qui, lorsque la liste des candidats ne lui plaît pas, se permet d'en faire arrêter le porteur, et, de plus, a l'audace de s'en vanter.

Vous croyez donc la réaction bien puissante, citoyen Montariou, et avez-vous si grande envie de monter en grade?

Départements.

HAUTES-PYRÉNÉES. — On nous écrit de Mauléon-Barousse :

La présence des troupes de ligne dans la vallée est insuffisante pour y rétablir l'ordre. Une grande irritation se manifeste toujours contre les agents forestiers et se traduit souvent en rébellion à main armée. La crainte de la justice n'arrête plus les dévastateurs des forêts. On a vu reparaître dans des bois particuliers et notamment dans ceux de M. de Villemur des demoiselles ou délinquants masqués et déguisés en femmes. Près de là, à Saint-Béat, trois cents hommes d'infanterie ont été repoussés et blessés par les délinquants. D'un autre côté, à Neitos, une rébellion audacieuse a eu lieu. Le procureur de la République et le juge d'instruction de Baynères s'y sont transportés. Les maisons des coupables ont été cernées la nuit. L'énergie des mesures ordonnées et la promptitude avec laquelle elles ont été exécutées ont empêché tout désordre et imposé aux populations agitées.

(Mémorial des Pyrénées.)

Nouvelles étrangères.

— Vienne organise les résultats de sa dernière victoire. Le comité de sûreté générale, dont nous donnions hier la composition, a pris toutes les mesures indispensables au bon ordre, et en même temps au maintien des conquêtes populaires. Par ses soins, et il n'a eu pour cela qu'à exprimer sa volonté, les barricades ont été détruites, mais en même temps six batteries demandées au ministre de la guerre et servies conjointement avec les bourgeois et les gardes nationaux, seront établies sur les bastions et prêtes à foudroyer les troupes qui se déclareraient contre le peuple. La garnison doit être réduite au strict nécessaire, et tous les postes confiés à la garde nationale. Cléments parce qu'ils se sentent forts, les directeurs actuels du mouvement ont mis en liberté les otages ministériels qu'on avait d'abord retenus, les comtes Dietrichstein et Hoyos. Ce dernier pourtant a une garde d'honneur devant la porte de son hôtel. Il est remplacé par le lieutenant-colonel Pamrasch. Le baron de Wessenberg, désigné comme devant prendre la direction des affaires étrangères, arrivé à Vienne le lendemain des événements, est immédiatement reparti pour Inspruck.

On dit tout haut maintenant que l'empereur doit abdiquer. En ce cas, on prédit, car c'est le vœu général, que l'archiduc François-Charles résignerait la couronne à l'archiduc François-Joseph, en lui adjoignant l'archiduc Jean.

Tous ces remaniements impériaux accomplis par la volonté du peuple en armes, ne seraient jamais, on le pressent bien, que le commencement de la fin. Cependant, il faut le dire, la République fait encore peur aux bons Viennois; et pour en conjurer l'effrayante image, ils avaient mis partout sur les barricades le portrait de l'empereur.

(1) Candidats du peuple adoptés par les corporations d'ouvriers, les ateliers nationaux, les gardes mobiles républicaines et les clubs démocratiques réunis.

Caussidière, Pierre Leroux, Proudhon, Raspail, Thore, Cabet, Kersausie, Ch. Lagrange, Savary, ex-ouvrier cordonnier, Adam, ouvrier cambreur, Mallarmet, monteur en bronze.

Pour le comité de rédaction, AUG. DECOU.

Paris, imprimerie de Cosson, rue du Four-Saint-Germain, 47.